



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 août 2024
Français
Original : anglais

France : projet de résolution

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions antérieures concernant le Liban, en particulier les résolutions [425 \(1978\)](#), [426 \(1978\)](#), [1559 \(2004\)](#) et [1701 \(2006\)](#),

Notant avec une vive inquiétude l'escalade des échanges de tirs de part et d'autre de la Ligne bleue depuis le 8 octobre 2023, en violation de la cessation des hostilités et des autres dispositions de la résolution 1701, et soulignant qu'une nouvelle escalade emporte un risque élevé de conflit généralisé,

Se déclarant préoccupé au plus haut point par les conséquences de ces tensions, qui ont fait de nombreuses victimes civiles et contraint des dizaines de milliers de civils à fuir leur domicile, et *appelant* toutes les parties au conflit armé à s'acquitter des obligations que leur fait le droit international humanitaire, notamment en matière de protection des civils, y compris des enfants,

Réaffirmant son attachement à l'application intégrale de toutes les dispositions de la résolution [1701 \(2006\)](#) et *conscient* de la responsabilité qui lui incombe d'aider à rétablir le calme le long de la Ligne bleue et à parvenir à un cessez-le-feu permanent et à une solution à long terme du conflit, comme prévu dans ladite résolution,

Exprimant son soutien à l'action diplomatique en cours menée pour désamorcer la situation et rétablir le calme le long de la Ligne bleue,

Condamnant les incidents qui ont touché les locaux et les forces de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), blessant plusieurs soldats de la paix, et *demandant instamment* à toutes les parties de prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux de la FINUL, ainsi que pour permettre à la FINUL de s'acquitter des fonctions envisagées dans la résolution [1701 \(2006\)](#),

Répondant à la demande formulée par le Gouvernement libanais dans une lettre que le Ministre libanais par intérim des affaires étrangères et des émigrés a adressée au Secrétaire général le 24 juin 2024, tendant à ce que le mandat de la FINUL soit prorogé pour une période d'un an, et *accueillant avec satisfaction* la lettre que le Secrétaire général a adressée au Président du Conseil le 24 juillet 2024 ([S/2024/567](#)) pour recommander cette prorogation,

Réaffirmant son ferme attachement à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance politique du Liban, sur la base des principes et des paramètres énoncés dans la résolution [1701 \(2006\)](#),



Constatant que la situation au Liban continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

1. *Exige* l'application intégrale de la résolution 1701 (2006), réitère son ferme attachement au plein respect de la Ligne bleue et à la cessation totale des hostilités, et *rappelle* l'objectif d'une solution à long terme fondée sur les principes et éléments énoncés au paragraphe 8 de sa résolution 1701 (2006) ;

2. *Décide* de proroger jusqu'au 31 août 2025 le mandat actuel de la FINUL ;

3. *Engage vivement* tous les acteurs concernés à appliquer des mesures immédiates en vue d'une désescalade, notamment en vue de rétablir le calme, la retenue et la stabilité de part et d'autre de la Ligne bleue ;

4. *Encourage* le Secrétaire général à veiller à ce que la FINUL reste prête à s'adapter pour soutenir la désescalade, dans les limites fixées par son mandat et ses règles d'engagement ;

5. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport sur l'application de la résolution 1701 (2006), tous les quatre mois ou chaque fois qu'il le jugera nécessaire, selon le modèle de rapport existant, tel qu'il a été défini dans les résolutions précédentes ;

6. *Souligne* combien il est important et nécessaire de parvenir à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, sur le fondement de toutes ses résolutions pertinentes ;

7. *Décide* de rester activement saisi de la question.
